

LA SOUVERAINETÉ

LIBERTÉ,
ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

DU PEUPLE,

LIBERTÉ,
ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

PAR LE CITOYEN MICHELOT.



	PARIS.	DÉPARTEMENTS.
Abonnement d'un an	18 fr.	23 fr.
— six mois	10	14
— trois mois	5 50	6 50
— un mois	2	2 75

S'ADRESSER pour tout ce qui concerne la Rédaction, ainsi que les demandes d'abonnements, d'actions, de souscriptions, au citoyen MICHELOT, N° 26, rue du Bouloi. Toute demande d'abonnement, d'action, etc., doit contenir un mandat sur la poste de Paris, payable au Rédacteur-gérant.

	PARIS.	DÉPARTEMENTS.
Abonnement d'un an	18 fr.	23 fr.
— six mois	10	14
— trois mois	5 50	6 50
— un mois	2	2 75

AVIS.

Aussitôt que le matériel de l'imprimerie sera prêt et que toutes les autres dispositions nécessaires, seront achevées, la SOUVERAINETÉ DU PEUPLE paraîtra tous les jours. En attendant les deux ou trois numéros suivants paraîtront à un ou deux jours d'intervalle l'un de l'autre.

AUX OUVRIERS.

Frères, est-il vrai que vous présentiez pour le seul département de la Seine trente-quatre ouvriers comme candidats à la prochaine Assemblée nationale? Nous refusons d'ajouter foi aux bruits que l'on fait courir à ce sujet; une pareille détermination de votre part serait aussi contraire à vos intérêts qu'à ceux de la République. Nous vous aimons assez pour vous dire toute la vérité. Nous préférons vous parler avec franchise au risque de vous déplaire. Notre conscience ne nous permet pas de vous flatter. Le devoir de tout bon citoyen est d'éclairer ses semblables, quoi qu'il en puisse advenir. Nous allons vous dire avec fraternité toute notre pensée; écoutez-nous avec les mêmes dispositions, et nous sommes certains que vous finirez par trouver que nous avons raison.

Et d'abord, je vous dirai qu'en présentant trente-quatre ouvriers, vous ne réussirez probablement pas à les faire adopter, parce qu'il en résultera des scissions entre vous. Les jalousies de corps se réveilleront; il s'ensuivra d'aigres contestations; mais ce ne sera là que le moindre des maux.

En effet, les autres citoyens seront blessés; ils verront cette présentation de trente-quatre ouvriers comme un empiétement blâmable de votre part. Ils vous croiront fascinés, et ils diront: « Quoi! vous êtes à peine les deux cinquièmes de la population du département de la Seine, et vous voudriez avoir à vous seuls la représentation entière?... Mais ce serait de l'envahissement! Mais vos adversaires crieraient à l'ambition, à la tyrannie, à la spoliation! et vous, enfants de la victoire républicaine, vous chez qui l'amour de la probité et de l'égalité est inné, vous ne voudrez pas donner lieu à de telles plaintes; vous ne souffrirez pas que l'on dise que, semblables aux riches dont nous avons démolis les arrogantes prétentions, vous vous arrogiez à vous seuls, comme ils le faisaient, l'éligibilité. Ils se l'attribuaient comme l'apanage de leur orgueilleuse opulence. Vous vous êtes joints à nous pour frapper ce sot orgueil. Le peuple a déraciné tout privilège; ne cherchez donc pas à refaire ce que le peuple a détruit au prix de son sang. Non, vous n'enverrez pas trente-quatre ouvriers pour représenter le département de la Seine. Quand même vous le voudriez, pensez-vous que vous pourriez trouver dans les divers corps de métiers trente-quatre hommes possédant toutes les lumières requises? Je sais qu'il est des ouvriers qui sont doués d'un rare bon sens, d'une belle intelligence, des ouvriers qui, relativement au peu de moments dont ils peuvent disposer, ont beaucoup lu; mais cela suffit-il? ne faut-il pas avoir fait des études spéciales, approfondies, sur les grandes questions sociales?

— Nos candidats, direz-vous, connaissent à fond tout ce qui concerne l'organisation du travail.

— C'est à merveille! Mais possèdent-ils aussi les autres connaissances nécessaires pour concourir à donner à la République cette grande constitution qui doit asseoir le gouvernement du peuple sur des bases inébranlables? Ont-ils étudié l'importante question de l'éducation publique? Doit-elle être universelle, gratuite et obligatoire pour tous? L'État s'emparera-t-il de toute l'autorité paternelle, ou n'en prendra-t-il qu'une part? Qui nommera le corps enseignant? Quels seront les principes de l'enseignement que l'on donnera aux enfants? Le corps enseignant aura-t-il une organisation? Quelle sera-t-elle? C'est dans ce corps qu'est

contenu en germe tout l'avenir de la République. Qui en aura la surveillance? L'enseignement y sera-t-il libre? L'État y interviendra-t-il? A quoi se bornera son intervention? Et l'impôt? en connaissez-vous l'assiette? Serez-vous déjouer les fourberies des hommes d'argent? Etes-vous assez versés dans cette matière difficile, presque constamment voilée de ténèbres épaisses, pour échapper aux embûches que vous dressent de tous côtés les loups-cerviers de la finance? Et l'armée, et le corps judiciaire, et le pouvoir exécutif! Comment entendez-vous constituer, régulariser ces grands corps? Comment les harmoniser avec le reste de la République? car il faut que toutes ces parties intégrantes du grand tout, concourent et convergent vers un seul et même but: le bien général et l'affermissement de la République. Il est cent mille autres questions non moins importantes, non moins hérissées de difficultés sur lesquelles vos candidats seront appelés à se prononcer. S'ils ne peuvent le faire, ou s'ils le font mal, qu'en résultera-t-il?

Que les malveillants qui vous attendent à l'œuvre, que les réactionnaires s'empareront de la position. Ils engageront la République dans de fausses routes; nous serons précipités dans le chaos de l'anarchie, et un beau jour on nous ramènera la monarchie avec ses tyrannies, ses privilèges et son effroyable système de corruption, et vous et les masses, vous serez refoulés hors la loi et dépourvus de tous vos droits civiques. Aidez-nous à prévenir ces maux. Contentez-vous de prendre douze députés sur les trente-quatre, et choisissez dans les autres classes des démocrates connus, éclairés, qui défendront vos intérêts aussi chaudement que les ouvriers, et ceux de la France, de la République entière, avec une capacité et une habileté que toutes les roueries des rétrogrades ne pourront mettre en défaut. Vous vous joindrez donc à nous pour élire des hommes qui, par leurs études consciencieuses sur les grandes questions sociales, soient en état d'éclairer les desseins hostiles, de les confondre et de faire triompher les intérêts de la souveraineté du peuple.

Frères, voulez-vous borner vos prétentions au tiers ou au moins à la moitié de la députation de la Seine? Voulez-vous vous entendre avec nous? Nous sommes prêts à nous joindre à vos réunions ou à vos délégués. Nous serons coulans et concilians. Une fois que nous aurons arrêté les listes de candidats avec vous, nous mettrons à votre disposition tous nos moyens de publicité, et nous avons la presque certitude de faire appuyer vos candidats, au moins par une partie considérable de la population. Faites-nous connaître votre détermination et nous serons toujours prêts à faire ce qui sera le plus avantageux à la République. Les temps sont critiques, chers citoyens. La tâche que la nouvelle Assemblée va se trouver appelée à remplir est hérissée d'obstacles quasi insurmontables. Nous côtoyons des abîmes. Il faut avoir le pied bien sûr pour ne pas glisser, et la tête forte pour n'être pas ébloui, car le vertige est à craindre.

MICHELOT (Jean-Juin), homme de lettres.

Un journal a demandé ce qu'il faudrait faire pour calmer les esprits. La réponse offre plus d'une difficulté; donc des explications préliminaires.

Il faut calmer les esprits, dites-vous? — Les esprits sont donc agités, inquiets! cela ne peut faire la matière d'un doute pour personne; mais de quoi sont-ils inquiets? Qui cause leur anxiété? Voyons, examinons. Les démocrates sont inquiets parce qu'ils voient les partisans des régimes déchu manœuvrer dans l'ombre, pour faire faire fausse route à la République; les démocrates sont inquiets parce qu'ils savent que les réactionnaires se sont partout organisés pour obtenir aux élections de la garde nationale, des hommes de leur choix, des gens qui n'appuient la République que du bout des lèvres; les démocrates sont inquiets, parce qu'ils savent que le parti rétrograde

répand de tous côtés des écrits, de l'argent pour amener à la représentation nationale des hommes dont tous les antécédens sont entachés de servilité à la monarchie; des hommes dont le républicanisme n'a pas un mois de date, des hommes qui seraient aujourd'hui les premiers à frapper de la rigueur des lois, les vrais républicains, si la République n'avait triomphé; les démocrates sont inquiets, parce que les agens du parti réactionnaire se répandent partout dans les villes, dans les campagnes, remplissant le pays d'intrigues et d'alarmes factices, s'efforçant d'égayer l'opinion, et d'amener les électeurs à voter pour des hommes dont la présence à la Chambre sera un sujet perpétuel de défiance pour les patriotes.

Les démocrates sont inquiets, parce qu'ils remarquent chez le prolétaire une apathie fâcheuse. Le prolétaire n'est pas assez empressé de se faire inscrire sur les listes électorales afin de concourir aux élections de l'Assemblée: les agens des mairies qui sont encore, généralement parlant, les mêmes que ceux du régime déchu, découragent le prolétaire, par les difficultés qu'ils apportent à son inscription sur les listes, par les chicanes avec lesquels ils accueillent ceux des gens du peuple qui risquent une démarche pour revendiquer leurs droits civiques.

Les démocrates sont inquiets parce que, de toutes parts, des influences pernicieuses font sentir leur action ennemie. On voudrait arrêter, ou au moins changer le courant républicain qui emporte la France vers des régions nouvelles. On s'efforce d'obstruer le lit du fleuve, sans songer aux débordemens qui peuvent s'ensuivre, sans réfléchir que les auteurs de ces manœuvres seront les premiers emportés par la tourmente. Ils ne voient pas, les aveugles, que le régime républicain est dans la volonté des masses; que c'est désormais l'avenir des nations; que l'Europe tout entière s'est lancée dans le mouvement, et qu'elle en accélère la puissance de toute sa masse impondérable. Si les démocrates sont inquiets, ce n'est pas parce qu'ils craignent que la marche du char républicain puisse être arrêtée; non, elle est irrésistible; mais ils craignent que les imprudens qui travaillent à enrayer et à entraver la voie, ne soient broyés sous le choc. Les vrais démocrates ne veulent point de sang, et ils gémissent d'avance de celui que des machinations ténébreuses s'apprêtent à faire répandre. Ils voudraient que la République restât pure de toute violence; et ils voient avec une profonde affliction que les réactionnaires réussissent, par leurs provocations, à forcer la République de faire trêve à sa mansuétude, et à appesantir sa main sur ces artisans de complots liberticides.

Le parti réactionnaire s'imaginerait-il que les démocrates ignorent quelle est la véritable cause du malaise qui trouble, qui entrave, qui suspend les transactions commerciales? Ce parti s'imaginerait-il que les démocrates ne connaissent pas quelles sont les hautes maisons de banque qui ont déterminé la panique, et par suite de cette panique, le numéraire à se cacher, et dans quel but ces puissances financières ont jeté ce désordre affreux au sein de la République naissante? Les démocrates savent tout cela, et s'ils n'ont encore pris aucune mesure énergique pour confondre ces sycophantes républicains, c'est qu'ils ont espéré que ces agens de désordre s'amenderaient. Mais qu'ils sachent que si la République admet et défend toutes les libertés, elle n'admet pas toutes les licences; et que toute machination ténébreuse tendant au renversement de la République est un crime de lèse-nation; que les artisans de complots sachent que s'ils persévérent dans leurs attentats, ils en seront châtiés d'autant plus rigoureusement, que ce sera le peuple dont ils auront lassé la patience, le peuple, dis-je, qui règlera lui-même leur compte. Que les ennemis de l'ordre se le tiennent donc pour dit, ou ils n'auront à s'en prendre

ELECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

Les élections de la garde nationale vont commencer demain. Il est facile de prévoir qu'elles seront troublées par des passions mauvaises qui déjà fermentent de tous côtés.

En effet, si de simples réunions préparatoires, telles que celles de l'Odéon, samedi, pour la onzième légion, ont pu donner lieu à des scènes déplorables, que sera-ce donc, lorsqu'on en viendra aux élections réelles ? Les républicains du lendemain et tous les réactionnaires qui, pour se produire, devraient attendre d'avoir donné quelque garantie à la République, se présentent hardiment. Que dis-je ? Ils prétendent nous imposer leur choix, escalader les grades, et exclure tout ce qui n'est pas de leurs nuances. La moindre opposition les jette dans des accès de fureur impossible à décrire.

Ainsi samedi, à l'Odéon, le citoyen Prével, démocrate qui a fait ses preuves, ayant voulu combattre la candidature de M. Boulay (de la Meurthe) au grade de colonel, le citoyen Prével, dis-je, a été insulté, hué, menacé ! Bien plus, on a brandi des poignards ; on lui a mis les pistolets sur la gorge, pour le forcer à se taire. Ses vêtements ont été déchirés, c'est à grand-peine qu'il s'est échappé en vie des mains de ces contre-révolutionnaires, ivres de rage, cent témoins attestent le fait.

Messieurs les réactionnaires, vous abuserez de la patience du peuple, je le crains. Le peuple a été magnanime pour vous après sa victoire ; il a voulu passer sans vous apercevoir, afin de vous donner le temps de vous déclarer pour la République. Mais en vous laissant emporter à vos passions contre-révolutionnaires, comme vous le faites ; mais en vous efforçant de confier les grades de la garde nationale à des hommes qui ne peuvent encore inspirer de confiance au peuple, parce qu'ils n'étaient point républicains avant février, vous démasquez vos projets hostiles ; car vous prouvez par là que vous n'êtes pas franchement républicains ; si vous l'étiez, vous choisiriez des hommes connus comme tels par leurs antécédents. Eh bien ! je vous le déclare : *ici est le danger*. Le peuple vous observe ; craignez de réveiller le lion endormi !...

Ne comprenez-vous point qu'en faisant les mauvais choix que nous vous signalons, vous devez nécessairement provoquer des soupçons et semer des alarmes et que vous préparez pour un avenir très prochain, des représailles contre vous, des représailles que nous voudrions prévenir ; car nous aimons mieux la paix que la guerre, nous préférons l'union aux déchirements. Evifons, chers concitoyens, tout ce qui peut devenir une occasion de trouble parmi nous.

Si aujourd'hui vous faisiez tomber votre choix sur des démocrates connus, vous agiriez avec prudence et vous seriez en même temps acte de bons citoyens. Vous éviteriez des sujets de plaintes et de haine ; vous préveniriez une réaction qui aura nécessairement lieu, si vous ne suivez les conseils de la raison ; vous mériteriez les éloges des vrais républicains qui garderaient le souvenir de votre conduite désintéressée.

— Quels hommes donc nous conseillez-vous de prendre, direz-vous ?

— Des républicains de la veille.

— Nommez, indiquez.

— Vous les connaissez aussi bien que moi ; choisissez donc parmi eux. Je me bornerai à vous indiquer dans la 11^e légion, les citoyens Prével, Michelot, Lecotier, Mayaud, Boulainvilliers, qui tous ont fait leurs preuves, et sont connus par des antécédents démocratiques. On les a désignés à vos suffrages. Vous avez entendu hier soir, dans la réunion préparatoire de la Sorbonne, la profession de foi du citoyen Michelot ; il est modéré, il ne veut ni proscription, ni violence ; mais le maintien de l'ordre, le triomphe de la République et le soulagement du peuple, qui gémit encore après la victoire, souffre le fardeau de l'indigence. Les citoyens Prével, Lecotier, Mayaud et Boulainvilliers, sont dans les mêmes dispositions. Choisissez donc parmi eux vos colonel, lieutenants-colonel, chefs de bataillon, capitaines. Il est dans vos intérêts et dans ceux de l'ordre, de leur accorder vos suffrages à eux et à tous ceux qui leur ressemblent. Quant aux républicains du lendemain, leur tour d'arriver aux grades viendra dans quelque temps, lorsqu'ils auront prouvé la sincérité de leurs sentiments républicains.

Les temps sont critiques, rien ne va au gré des vrais républicains. Faut-il combattre le gouvernement provisoire ou lui prêter notre concours ? disait-on dans l'une des dernières séances du club de la Sorbonne ou de la Montagne.

Une voix. — Notre concours ? impossible. Car s'il est dans le gouvernement des hommes franchement républicains, tels que Ledru-Rollin, Lamartine et... il en est d'au-

tres qui ne voulaient point de la République et qui aimeraient mieux tout autre chose. Ainsi donc, défiance !

Une voix. — Lamartine lui-même a provoqué nos défiances par sa conduite envers les Polonais. Quoi ! leur refuser des armes ! C'est désertir la cause des peuples.

Michelot. — Lamartine a refusé 10,000 fusils, c'est vrai ; mais il les a refusés, parce qu'il a jugé le secours insuffisant, et propre tout au plus à créer aux exilés des difficultés insurmontables à leur retour dans leur patrie.

Une voix. — Et que veut-il faire ?

Michelot. — Il prépare 150,000 hommes qui vont voler au secours de la Pologne et consolider son indépendance. Cela vaut mieux que 10,000 fusils.

Une voix. — Sans doute, s'il les donne.

Michelot. — Il les donnera : ce serait déjà fait ; mais les généraux français, parmi lesquels il en est fort peu de républicains, ont retardé les préparatifs par leur mauvais vouloir. On espère que Cavaignac, qui est appelé au ministère de la guerre, secondera les bonnes intentions de Lamartine.

Une voix. — Tout cela est positif ?

Michelot. — Nous veillons. On ne peut nous tromper. Si le Gouvernement provisoire s'éloigne de la ligne démocratique pour obéir à des influences ennemies, nous le combattons avec persévérance, et il n'aura ni paix ni trêve. (Applaudissements.) Mais s'il agit avec franchise dans l'intérêt du peuple, nous l'appuierons.

Plusieurs voix. — Dans ce dernier cas, le devoir de tout vrai démocrate est d'aider le gouvernement au lieu de l'entraver.

Une voix. — Nous soutiendrons ceux des membres du gouvernement qui sont pour la République ; quant aux autres, le peuple s'en défie.

Michelot. — Je vous l'ai dit, veillons. Ne nous laissons pas prendre par des paroles ; il nous faut des faits.

Plusieurs voix. — Oui, oui ! des faits, des faits !...

La dernière séance du club de la Sorbonne ou de la Montagne a été fort orageuse. Divers membres ont demandé la destruction de toutes les statues de rois encore debout sur nos places publiques, ainsi que la démolition de tous les palais royaux : car, disaient les orateurs, nous ne voulons plus de rois ni de princes. A quoi bon conserver les cages, quand nous en avons chassé les oiseaux !

Le citoyen Michelot a dit : « Citoyens, j'ai à vous proposer quelque chose de plus avantageux. Au lieu de détruire tous les palais qui ont coûté des sommes immenses, demandons au Gouvernement provisoire d'y établir des ateliers nationaux. De cette manière nous fournirons à des milliers d'ouvriers du travail et des moyens d'existence ; et ces lieux qui furent si long-temps le séjour de la paresse et de la volupté, deviendront les temples du travail et de l'industrie. Quant aux statues des rois, je conviens que, sous le règne de la République, leur présence sur nos places est un non sens. Qu'on les fasse disparaître sans les détruire ; qu'on les relègue dans nos Musées, afin de servir d'objet d'étude aux artistes. La France en devenant républicaine n'a pas cessé d'aimer les arts et de protéger les artistes.

Après quelques paroles du citoyen Prével, l'assemblée a voté conformément à la proposition du citoyen Michelot, qu'une demande serait faite au Gouvernement pour convertir les palais royaux en ateliers, et reléguer les statues des rois dans les Musées.

Il est peu de clubs dans Paris où s'agitent des questions aussi brûlantes que dans le club de la Montagne, ci-devant club de la Sorbonne. On a pu en voir les preuves nombreuses dans les journaux. La séance d'hier soir a été particulièrement remarquable par les motions suivantes, sur lesquelles tous les clubs démocratiques sont invités à délibérer et à se prononcer. Les clubs qui les adopteront voudront bien se joindre à la Jeune-Montagne, pour les présenter au Gouvernement.

1^o Que le monument élevé à la mémoire de Louis XVI soit consacré désormais à la mémoire des martyrs du 9 thermidor.

2^o Que les statues des rois disparaissent de nos places, de nos jardins et de nos monuments, pour rentrer dans les Musées nationaux, et qu'elles soient remplacées par les statues des grands hommes qui ont bien mérité de la France républicaine.

3^o Que le jugement qui vient de frapper douze inculpés de bris de rails en février dernier soit regardé comme non avenu, car il est prononcé par les membres d'une magistrature instituée par le gouvernement déchu ; que les prévenus soient soumis au jugement d'un nouveau jury, mais d'un jury républicain.

4^o Que le Gouvernement prenne des mesures énergiques pour faire disparaître les statues et gravures indécentes qui déshonorent certaines boutiques et plusieurs lieux publics. Ce n'est pas sans de vives contestations que ces propositions

ont été admises ; mais, nonobstant les opposants, elles ont été votées à une immense majorité.

On lit dans ce qui suit dans la Commune :

« La 11^e légion est aujourd'hui un foyer d'intrigues. L'ancien colonel, le citoyen Boulay (de la Meurthe), tient surtout à conserver ses épaulettes. — Il croit sans doute que nous ignorons ce qui s'est passé samedi dans une réunion préparatoire de la 7^e compagnie du 3^e bataillon, pendant que lui-même posait à l'Odéon. Eh bien, il s'est trompé. Voici le fait :

« Interpellé par je ne saurais dire qui, un citoyen de la 7^e compagnie a appris à l'assemblée que le 24 février, au matin, le colonel Boulay, malgré les représentations de l'avocat Boisseau, s'était fortement opposé à la construction des barricades à l'entrée de la rue de Tournon.

« Nous ajouterons qu'après la prise de la caserne des municipaux dans cette même rue de Tournon, le même colonel Boulay a fait jeter dans l'eau les cartouches, au lieu de les distribuer à ses gardes nationaux et au peuple.

« Electeurs de la onzième, voilà l'homme qui sollicite vos suffrages. »

ACTES OFFICIELS.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

Vu l'art. 10 de l'arrêté du 13 mars dernier sur les élections générales des gardes nationales de Paris et de la banlieue, portant que tous les scrutins auront une durée de quatre heures ;

Vu les réclamations qui ont été présentées contre la généralité de cette disposition, qui aurait pour effet de prolonger sans utilité réelle la durée des opérations ;

Considérant qu'il paraît suffisant de la restreindre au premier tour de scrutin pour l'élection des officiers ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'art. 10 de l'arrêté du 13 mars dernier, relatif aux élections générales des gardes nationales de Paris et de la banlieue, n'est applicable qu'au premier scrutin pour les grades d'officiers.

Lorsqu'il y aura lieu de procéder à un second tour de scrutin ou à un scrutin de ballottage, le scrutin sera clos après l'appel et le réappel, en conformité de la loi du 14 juillet 1837.

Art. 2. Les scrutins pour les autres grades seront clos après l'appel et le réappel.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié et affiché par les soins du maire central de Paris.

AFFAIRES ETRANGÈRES.

— On écrit de Rome, le 24 :

« Douze mille soldats partent pour la guerre sainte. Le grand Pontife les bénit. Le général Durando est à leur tête, Rome est dans la joie. Voici les paroles de Pie IX en bénissant les volontaires partis pour la Lombardie :

« Comme chef de l'Eglise, je suis en paix avec l'univers ; mais, comme prince italien, j'ai le droit de défendre la patrie italienne. Je vous bénis. La cause que vous défendez est sainte ; Dieu la fera triompher. Je vous bénis encore une fois. Combattez et triomphez au nom du Seigneur. »

— On écrit de Milan, 26 mars :

« L'avant-garde piémontaise est entrée à Milan le 26. Une division de 5,000 hommes y devait entrer le lendemain. Il y en a deux autres qui suivent. En tout, 25,000 hommes.

« L'armée milanaise se forme. Lodi a été évacué par le maréchal Radetzki. Brescia, Pizzighetone, Crémone se sont rendus. La garnison de Venise a été embarquée pour Trieste. »

— On écrit de Madrid, 28 mars :

« Echec complet de l'insurrection du 26. Etat de siège ; prorogation du parlement.

« Arrestations nombreuses. »

— Mayence, 29 mars :

« Panique générale au sujet des ouvriers allemands venant de Paris. La population s'inquiète ; les gouvernements prennent des mesures ; des mouvements de troupes ont lieu. Il y a eu, le 27, des explications dans les chambres de Hesse. Le ministre, M. de Sager, a annoncé que des armemens étaient nécessaires, et a cité les paroles de M. Ledru-Rollin sur l'armée. Il a demandé un vote de confiance qui a été accordé séance tenante.

« La Bavière, la Prusse, la Hesse ont fait marcher des troupes à Mayence, la garnison la garde militairement.

« La réunion patriotique à Heidelberg a été fort influencée de ces nouvelles, qui sont toutes inexacts et contraires aux vues et intentions du gouvernement français. »

— Dresde, 29 mars :

« Le prince de Metternich est réellement arrivé à Dresde sous un faux nom. »

— Dantzig, 27 mars :

« Le roi de Prusse a répondu à la députation de Posen qu'il consentait à la réorganisation du grand-duché ; une commission est nommée *ad hoc*. En attendant, Thorn est mis en état de siège, pour empêcher les Polonais de s'en emparer. »

MICHELOT, Directeur-Gérant.

Imprimerie Ed. PROUX et C^e, 3, rue des Bons-Enfants.